

## CENTAINES DE VICTIMES DANS LA REGION DE GOMA

## Peut-on encore sauver les Rwandais?

Seule une vaste opération logistique, avec l'aide américaine, peut limiter la tragédie. En attendant un hypothétique retour des réfugiés au pays.

Il y eut, pendant trois ans, la guerre civile, ponctuée par des tentatives de négociations, puis, pendant trois mois, un génocide exterminant plusieurs centaines de milliers de personnes dans un pays qui ne compte que 7 millions d'habitants. Comme si, en France, le temps d'un trimestre, 8 à 10 millions d'habitants disparaissaient. Ensuite, au Rwanda, il y a eu « l'exode d'une nation »: une marée humaine se déversant dans les pays voisins, notamment dans l'est du Zaïre, déjà surpeuplé. Enfin, à présent, il y a le choléra: des corps vidés, déshydratés, totalement épuisés. Dans le pandémonium humanitaire qu'est devenue la ville de Goma, au nord du lac Kivu et de ses eaux polluées, certains n'en pensent pas moins, toujours, à tuer: cinq Tutsis ont été passés à la machette, hier, par des Hutus qui, ethniquement, soupçonnaient d'être des partisans du FPR qu'ils venaient de fuir. Obsédé d'une rage assassine, agoni de tous les fléaux de la terre, le Rwanda est-il encore à sauver? Ce n'est pas seulement une question de logistique, d'acheminement diligent de vivres et de citernes d'eau. Alors que gronde déjà le volcan Nyiragongo, on serait à peine surpris de se retrouver, demain, nez à nez avec les cavaliers de l'Apocalypse fondant, en plein galop, sur le Rwanda...

Il y a à désespérer de la rationalité, de la foi du charbonnier qui veut croire qu'il reste toujours « quelque chose à faire ». Il faut pourtant y revenir, au froid calcul du moins pire, à la détermination du médecin triant les grands blessés, sur le site d'un accident. Les cas les plus graves ne peuvent être sauvés. Au Rwanda, aujourd'hui, cette phrase condamne, d'ores et déjà, des dizaines de milliers de vies. C'est mathématique: au Burundi voisin, dans les meilleures conditions logistiques que l'on puisse imaginer, environ 12000 personnes ont péri de fatigue, de faim ou de maladie, sur 350000 réfugiés arrivés du Rwanda en avril. Or, dans l'est du Zaïre, l'infrastructure pour acheminer l'aide alimentaire en grande quantité fait totalement défaut.

Certes, il existe de nombreux aéroports, mais ceux-ci sont vite encombrés et, de toute façon, démunis d'équipements de déchargement. Quant au réseau routier, il n'est même pas pavé: pour franchir moins de 200 kilomètres entre Goma, au nord, et Bukavu, au sud, il faut huit heures en 4X4. Et de Bukavu à la frontière avec le Burundi, d'où pourraient venir des secours, c'est pire: dans la montagne, on roule pratiquement dans un lit de rivière. Ironiquement, c'est au Rwanda déserté par ses habitants que les routes ont été entretenues, jusqu'à la veille de l'attentat contre le président Habyarimana, qui, le 6 avril, a déclenché les tueries.

Tout le monde le dit, mais il ne suffit pas de le dire: il faut que les réfugiés

rwandais rentrent dans leur pays. Dans l'est du Zaïre, notamment autour de Goma, sur un sol volcanique qu'ils n'arrivent pas à creuser et qui leur arrache la plante des pieds, il n'y a rien. En revanche, au « pays des milles collines », c'est le moment des récoltes, le maïs et le sorgho brûlent ou pourrissent sur pied. Mais comment rentrer quand on est convaincu que, pour avoir tué ou, pire, faute d'avoir assez tué, on sera tué à son tour?

« On ne va tout de même pas mettre des gens dans des stades pour les fusiller », s'est indigné hier Faustin Twagiramungu, le nouveau Premier ministre -hutu- du Rwanda. Pourtant, des tueries bien plus monstrueuses ont eu lieu. Pas du côté du FPR? Peut-être, encore que l'on ignore le nombre des victimes de la « libération ». Mais, de toute façon, qui pourrait être plus terrorisé que les bourreaux, les acharnés du génocide d'hier? Tout ce qu'ils ont commis d'horrible, avec entrain ou entraînés, ils le projettent à présent sur leurs adversaires...

Environ 300000 réfugiés rwandais, des Hutus dans leur écrasante majorité, vivent depuis trois mois dans des camps en Tanzanie. Bien que l'est du Rwanda soit depuis longtemps « pacifié », parfaitement sous le contrôle du FPR, ils ne sont pas revenus au pays. Logiquement, il n'y a donc pas de raison que les réfugiés au Zaïre réagissent autrement. A moins que les ministres que le nouveau gouvernement veut leur envoyer comme émissaires parviennent à rétablir ce qu'il y a de plus difficile à inspirer dans le pays des massacreurs: la confiance.

Et sinon? Vu l'urgence absolue, la question ne se pose même plus. Pour éviter un second génocide, celui des Hutus fauchés par la faim et les maladies, il faut déclencher une vaste opération... « militaire-humanitaire ». Pas comme en Somalie, où la bonne volonté s'est fourvoyée dans une « guerre humanitaire », ni comme, au début, au Rwanda, où, dans le mélange des genres, l'armée voulait tout faire... avant de se lamenter que les ONG -assimilées à l'intendance- ne suivaient pas la botte militaire. Mais, à présent, pour une fois que la logistique pure peut sauver des vies, l'armée française ne peut partir du Zaïre. L'état-major à Paris l'a d'ailleurs déjà reconnu, en annonçant que « plusieurs centaines » de soldats pourraient rester, au-delà de l'échéance du 22 août, afin d'assister les contingents africains de l'ONU qui doivent venir. Paris, à juste titre, presse même les Américains à intervenir pour « faire la soudure »: avec des gros porteurs et son armée de campeurs qui, sur le plan logistique, sait tout faire. L'opération Turquoise ne pourra se targuer d'avoir sauvé 15000 Tutsis si, après son retrait et sur ses bases arrière, meurent des dizaines de milliers de Hutus.

Stephen SMITH



Une fosse commune à Goma. Selon MSF, le choléra toucherait 10 000 personnes.

gnerait 11 autres. « Depuis l'exode, les prix de location ont triplé et personne n'hésitera à nous les louer, commente le bénévole d'une ONG. Mais du coup, nous craignons que ce soit le carburant qui se mette à manquer. » Les containers seraient de toute façon à vidanger: « Encore trois jours de perdus », tonne un responsable. Jean-Luc, de MSF, hausse les épaules: « De toute façon on se débat dans l'ingérable. Il nous faudrait peut-être 1 000 camions de 25 m<sup>3</sup>. »

Dans la 4 x 4 d'Oxfam, Mike consulte la carte routière. C'est une photocopie d'un plan dessiné à la main. « Je ne vois pas où est l'emplacement des réserves que nous devons

monter. » Elles doivent être le deuxième point d'eau sur la route du camp de Katalé. Jacques ne s'affole pas. Il a lui-même déterminé le site trois jours plus tôt. La tout-terrain se faufile entre les cabanes que les réfugiés ont commencé à construire. Il y en a des milliers, collées les unes aux autres, inextricablement. Jacques tourne, ne reconnaît plus rien. Mike s'énervé. Bientôt, la route disparaît sous les branchages noués, les bosses, les cahutes. Jacques se lamente: « Je ne comprends pas, quand je suis venu il n'y avait personne. Et j'avais dit à ceux qui étaient là de ne surtout rien installer sur le chemin. » La 4 x 4 fait demi-tour. Cherche un

terrain dégagé, le trouve en lisière du camp. Autour de Mike, qui dépile la toile, une foule crié au miracle. Ici, une seule mare, déjà à moitié asséchée, offre une eau verte, épaisse comme du potage, à trois heures de marche. Ceux qui ont des voitures préfèrent descendre jusqu'au lac de Goma. Et revendent ensuite le bidon 800 francs rwandais.

A l'antenne MSF, installée sur place, l'infirmier est débordé par les cas de déshydratation, la cause de mortalité la plus fréquente des réfugiés de Goma, jusqu'à l'arrivée du choléra. La perfusion salvatrice est un des soins les plus faciles à administrer. Mais il n'a qu'un